

Maitrise d'Ouvrage
Groupe Hospitalier de la Haute-Saône
2 rue Heymès – BP 409
70014 Vesoul Cedex

Maitrise d'œuvre

Maitrise d'Architecture

6 place de la Loi
25110 Baume les
Dames

agence@
maitrisedarchitecture.fr
03 74 72 11 33

BET Viala

2 Chemin de Palente
25000 Besançon

bet-viala@orange.fr
09 62 51 08 70

BET Vaute Schermesser

10A rue Midol
25000 Besançon

bet.vaute-schermesser@orange.fr
03 81 80 38 38



Réhabilitation intérieure de l'aile Miroudot – EHPAD de Villersexel
441 rue du 13 Septembre 1944 – 70100 Villersexel

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES
CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES COMMUNES

Le 24 septembre 2025

Sommaire

GENERALITES	5
1. Présentation de l'opération et des intervenants.....	5
1.1. Opération :	5
1.2. Intervenants :	5
2. Programme et phasage des travaux	5
2.1. Programme	5
2.2. Phasage	6
2.3. Tranches Ferme et conditionnelle / options	6
3. Allotissement des travaux	6
4. Mission Confiées au Maître d'œuvre	6
5. Classement officiel de l'établissement	6
PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES	7
1. Cadre de Référence	7
1.1. Normes	7
1.2. Fournisseurs	7
1.3. Prestation d'études	7
1.4. Connaissance des lieux	7
1.5. Connaissance des documents	8
1.6. Interprétation des documents	8
1.7. Organisation et moyens du chantier :	9
1.7.1. Installation de chantier	9
1.7.2. Compte Prorata	9
1.7.3. Manutention des matériaux et gravois	10
1.8. Gestion administrative et suivi du chantier	10
1.8.1. Réunion de chantier	10
1.8.2. Réunion de pilotage	10
1.8.3. Réunion mensuelle de Maitrise d'Ouvrage/Maitrise d'œuvre	10
1.8.4. Planning et coordination	11
1.8.5. Dossier général de chantier – Choix des matériaux	11
1.8.6. Réceptions – Dossiers des ouvrages exécutés	11
1.8.7. Définition de l'offre de l'entreprise	12
1.8.8. Délai d'exécution – Révision des prix	12

1.8.9. Garanties	12
PRESTATIONS ET TRAVAUX ANNEXES A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE.....	13
1. Etude d'exécution ou de façonnage de chantier.....	13
1.1. Plans PAC	13
1.2. Réservation de génie Civil.....	13
2. Coordination	14
3. Hygiène, sécurité et nuisances (PPSPS, plan de prévention)	14
3.1. Hygiène et sécurité.....	14
3.2. Nuisances.....	15
4. Respect des ouvrages existants – Responsabilité sur l'existant – Constat d'huissier	15
5. Organisation et moyens du chantier.....	15
5.1. Clôture de chantier	15
5.2. Accès de chantier	15
5.3. Signalisation du chantier.....	15
5.4. Branchements de chantier	15
5.5. Implantation et piquetage général.....	16
5.6. Démolitions.....	16
5.7. Trait de niveau – tracés intérieurs.....	16
5.8. Protection des ouvrages.....	16
5.9. Approvisionnements et mises en œuvre	16
5.10. Nettoyage du chantier.....	16
5.10.1. Nettoyages particuliers à chaque entreprise :.....	16
5.10.2. Nettoyages généraux :	17
5.10.3. Nettoyage de livraison :	17
6. Essais et vérification d'autocontrôle et de fonctionnement des installations.....	17
PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES ET ENVIRONNEMENTALES AU CHANTIER.....	Erreur ! Signet non défini.
1. Qualité de l'air intérieur (QAI).....	Erreur ! Signet non défini.
1.1. Réglementation et objectifs.....	Erreur ! Signet non défini.
1.2. Composés Organiques Volatils (COV) et classement des matériaux.....	Erreur ! Signet non défini.
1.3. Systèmes de ventilation et étanchéité à l'air	Erreur ! Signet non défini.
2. Performance énergétique à atteindre.....	Erreur ! Signet non défini.

2.1. Territoire en Action.....	Erreur ! Signet non défini.
2.1.1. Matériaux biosourcés.....	Erreur ! Signet non défini.
2.1.2. Déchets.....	Erreur ! Signet non défini.
2.1.3. Biodiversité.....	Erreur ! Signet non défini.
2.1.4. Energie.....	Erreur ! Signet non défini.
3. Performance acoustique à atteindre.....	Erreur ! Signet non défini.
4. Accessibilité aux personnes à mobilité réduite (PMR).....	Erreur ! Signet non défini.
COMPLEMENTS	18

GENERALITES

1. Présentation de l'opération et des intervenants

1.1. Présentation de l'opération :

La présente opération a pour objectif la réhabilitation de l'aile Miroudot faisant partie de l'EHPAD « Griboulard » à Villersexel.

1.2. Intervenants :

Maitrise d'ouvrage

Groupe Hospitalier de la Haute Saône

2 rue Heymès – BP 409 – 70014 Vesoul Cedex

Représentée par Mme Aurore Zoeller

Maitrise d'œuvre

▪ Architecte – mandataire :

Maîtrise d'Architecture

6 Place de la Loi – 25110 Baume les Dames

Représentée par Mme Emma Ferniot

▪ Bureau d'études Electricité/SSI

BET Vaute-Schermesser

10A rue Midol – 25000 Besançon

Représenté par M. Jean-Alexandre Vaute-Schermesser

▪ Bureau d'études thermiques et fluides

BET Viala

2B chemin de Palente – 25000 Besançon

Représenté par M. Pascal Viala

Bureau de contrôle

SOCOTEC

Représentée par M. Kamel Ghemari

2. Programme et phasage des travaux

2.1. Programme

Le présent programme prévoit :

- La réhabilitation du RDC et R+1 de l'aile Miroudot comprenant :
 - Désenfumage des circulations
 - Désamiantage des locaux
 - Réalisation de douches dans les chambres

- Réalisation d'une douche commune
- Mise aux normes électriques
- Rénovation des installations techniques (sanitaires, ventilations...)
- Rénovation des locaux (peinture, sols...)

En option seront chiffrées le remplacement des menuiseries, la mise en œuvre d'une climatisation et d'une centrale double flux pour la salle commune.

2.2. Phasage

Les travaux seront réalisés en une seule phase de travaux.

2.3. Tranches Ferme et conditionnelle / options

Le marché est réalisé en une seule tranche ferme et ne comporte pas d'options.

3. Allotissement des travaux

L'allotissement est le suivant :

LOT 01 DESAMANTAGE
LOT 02 DEMOLITION/GROS ŒUVRE
LOT 03 MENUISERIES EXTERIEURES / INTERIEURES / SERRURERIE
LOT 04 DOUBLAGE / CLOISON / PEINTURE / PLAFOND
LOT 05 REVETEMENT DE SOLS / FAÏENCE
LOT 06 ELECTRICITE CFO/CFA / SSI
LOT 07 CHAUFFAGE / VENTILATION / SANITAIRES

4. Mission Confiées au Maître d'œuvre, au bureau de contrôle et au CSPS

La mission confiée au Maître d'œuvre est une mission de BASE + EXE + OPC.

Les missions confiées au Contrôleur Technique sont :

Les missions confiées au Coordinateur SPS sont :

5. Classement officiel de l'établissement

Le classement de l'édifice est :

ERP de Type J – 4^{ème} catégorie

	JOUR	NUIT
Personnel	38	2
Public	96	70
Total	134	72

L'établissement doit respecter les règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique prévues par l'arrêté du 25 juin 1980 modifié, ainsi que les dispositions particulières propres aux établissements de Type J. Toutes les entreprises sont tenues de prendre connaissance et de respecter scrupuleusement ces réglementations dans l'exécution de leurs travaux.

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

1. Cadre de Référence

1.1. Normes

Les travaux seront régis par le cahier des prescriptions communes applicables aux marchés publics de travaux du bâtiment. Les ouvrages seront conçus et exécutés pour être conformes aux normes AFNOR et aux prescriptions des cahiers des charges et règles de calcul dits « Documents Techniques Unifiés » publiés trente jours avant la remise des offres.

1.2. Fournisseurs

L'entrepreneur est libre de choisir ses fournisseurs à condition que les produits livrés correspondent en tout point aux prescriptions du présent marché. L'appréciation de l'équivalence de la fourniture proposée à celle prévue revient au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre.

1.3. Prestation d'études

L'entrepreneur doit des prestations d'études au-delà de la mission confiée par le Maître d'Œuvre. A ce niveau, il engage sa responsabilité propre avec celle du Maître d'œuvre. Il peut discuter ou refuser la responsabilité de telle solution partielle en explicitant sa solution propre dans son offre, avec variante chiffrée en moins-value ou en plus-value. Toute anomalie technique devra être signalée au Maître d'œuvre avant remise de l'offre, pour redressement immédiat.

1.4. Connaissance des lieux

Les entrepreneurs admis à soumissionner devront posséder une parfaite connaissance des lieux, pour les avoir visités antérieurement à la signature des pièces contractuelles. Ils ne pourront en aucun cas se prévaloir d'un manque de renseignement quelconque concernant l'état des lieux existant actuellement.

Ils auront la possibilité d'effectuer tout contrôle des niveaux du terrain, et du passage des canalisations de toutes natures, hors terrain, afin d'en assurer les branchements provisoires et définitifs.

L'entrepreneur devra, avant le démarrage de ses travaux, faire, à ses frais, toutes démarches et demandes nécessaires conformément aux réglementations, concernant l'occupation de voiries publiques, mises en place de palissades, interventions sur branchements et raccordements à tous réseaux, etc... et se renseigner auprès des concessionnaires et services de la ville pour inventorier et repérer les cheminements des différents réseaux.

L'entreprise est sensée s'être engagée dans son marché en toute connaissance de cause, en particulier, lui sont parfaitement connus, le terrain et ses sujétions :

- Les contraintes dues aux constructions voisines
- Les modalités d'accès par les voiries, circulation,
- Les possibilités et difficultés de stationnement

- Les sujétions et contraintes des règlements administratifs en vigueur sur la sécurité du domaine public.

En aucun cas, l'entrepreneur ne devra demander une augmentation de prix pour ces ouvrages, suites aux différentes remarques énoncées ci-dessus.

Avant démarrage des travaux, le lot 02 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE procédera aux repérages de toutes canalisations et ouvrages souterrains, réalisera un piquetage de surface, et demandera leur coupe pour raison de sécurité s'il y a lieu.

1.5. Connaissance des documents

L'ensemble des documents tous corps d'état devra être connu par chacune des entreprises, notamment tous les plans :

- Les plans architectes qui prévalent sur tous les plans,
- Les plans de chauffage et ventilation
- Les plans de sanitaire
- Les plans d'électricité

Notamment les pièces écrites suivantes :

- Le Cahier des Clauses Techniques Communes (CCTC)
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) de chaque lot,
- Le Rapport Initial du Contrôleur Technique (RICT)
- Le Plan Général de Coordination (PGC)
- Le calendrier prévisionnel de l'opération.

L'entrepreneur fera part au Maître d'œuvre, dès que possible, des objections ou observations utiles à la mise au point du projet, et proposera tous renseignements complémentaires pour tout ce qui lui semblerait incomplet dans le dossier d'exécution.

L'entrepreneur ne devra pas entreprendre de travaux dont la nature ou la nécessité ne paraîtrait pas suffisamment claire. Dans le cas contraire, tout travail qui serait à refaire, ne ferait l'objet d'aucune prise en charge financière par le Maître d'Ouvrage. Il en serait de même pour tout travail prévu mais d'exécution irrecevable.

Le CCTC est applicable dans son ensemble et l'entrepreneur doit, dans le cadre de son forfait, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages et au fonctionnement des installations.

1.6. Interprétation des documents

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur s'assure de l'exactitude des côtes des plans et coupes, de la bonne conformité des documents entre eux et fait part de ses éventuelles observations au Maître d'œuvre.

Les documents écrits et graphiques établis par le Maître d'œuvre ont pour but de renseigner les entrepreneurs sur la nature et la localisation des ouvrages à exécuter.

Il convient de signaler que les descriptions figurant aux pièces écrites n'ont pas un caractère limitatif et que l'entrepreneur doit comme étant compris dans son prix, sans exception ni réserve, tous les travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage décrit.

D'une façon générale, l'entrepreneur doit tous les travaux, fournitures et prestations, même non désignées, nécessaires à une exécution normale et parfaite au sens des règles de l'Art.

Du fait de la remise de son offre, il doit avoir une connaissance de l'ensemble du dossier et avoir compris dans ses prix les incidences d'un lot sur l'un et l'autre des autres lots.

1.7. Organisation et moyens du chantier :

1.7.1. *Installation de chantier*

L'entreprise titulaire du lot 02 DEMOLITION / GROS-CŒUVRE assurera pendant toute la durée du chantier (compris la période de préparation), l'aménagement et l'entretien des locaux mis à disposition pour tenir les réunions, les vestiaires ainsi que les sanitaires. Les consommations et l'entretien de ces installations sont à charge du compte prorata. Les installations se feront au sein même de l'établissement. Une tolérance zéro sera appliquée sur le nettoyage et l'entretien.

1.7.2. *Compte Prorata*

Il sera mis en place dès le démarrage des travaux un compte prorata selon la norme NFP 03001. Le lot 02 DEMOLITION / GROS-CŒUVRE en assurera la gestion. Les entreprises désigneront entre elles un comité de pilotage de ce compte qui comprendra au minimum quatre membres en plus du gestionnaire.

Les dépenses d'intérêt commun incombent aux entreprises participant au chantier, et seront portées au compte prorata.

Leur affectation ou répartition s'effectuera selon les dispositions prévues au PGC et complétées, s'il en était besoin par la norme NFP 03001.

Le règlement pour le solde de tout compte des entreprises ne pourra se faire qu'après production au Maître d'œuvre du quitus attestant du paiement à l'entreprise en ayant la gestion.

Faute d'information en temps voulu, le Maître d'œuvre et le Maître d'Ouvrage ne pourraient être tenus pour responsables d'avoir soldé le compte d'une entreprise restant redevable au compte prorata.

Le compte prorata prendra notamment en charge les frais inhérents pour :

- Les frais de gestion du compte par la titulaire
- Le nettoyage par désinfection quotidienne des locaux mis à disposition
- Le nettoyage par désinfection quotidienne des sanitaires

- La fourniture des consommables : papier toilette, savon, gel hydroalcoolique, essuie main à usage unique,
- Les préchauffages des parties de bâtiments en construction ou restructuration, nécessaires pour le respect du calendrier de l'opération
- Les dépenses de consommations (électricité, eau, téléphone, ...)
- Les frais de mise à disposition des bennes de chantier – hors lots terrassement qui doit la gestion propre de ses déchets.
- Les frais de traitement des déchets – hors lot terrassement qui doit la gestion propre de ses déchets.
- Les nettoyages en cours de chantier demandés par le Maître d'œuvre dans le cas où l'état de propreté laissé par les entrepreneurs est jugé inacceptable.
- Les frais de gardiennage si sa mise en place est décidée par les membres du compte prorata.

Cette liste non exhaustive présente les frais minimums qui seront à charge des entreprises. Les membres du compte prorata peuvent tout à fait décider de compléter cette liste par des mesures complémentaires, pendant l'élaboration et la rédaction de la convention.

Les prescriptions liées à la base vie, la fréquence et la nature des nettoyages demandés sont arrêtés à la date de rédaction du présent CCTC, et suivant les mesures sanitaires en vigueur à cette date.

1.7.3. Manutention des matériaux et gravois

Les matériaux et gravois seront manutentionnés de telle façon que le voisinage ne soit incommodé ni par le bruit, ni par les projections de débris ou de poussières.

1.8. Gestion administrative et suivi du chantier

1.8.1. Réunion de chantier

Les réunions de chantier auront lieu une fois par semaine sur le chantier, aux jours fixés et aux heures fixées par le Maître d'œuvre. Tous les entrepreneurs convoqués sont tenus d'assister à ces réunions pendant la durée d'exécution des travaux ou de s'y faire représenter par des agents qualifiés, ayant reçu tous pouvoirs pour prendre toutes décisions utiles et donner tous ordres sur le chantier.

Les absences injustifiées avant le déroulement des réunions de chantier seront sanctionnées par une pénalité dont le montant est fixé au CCAP de l'opération.

1.8.2. Réunion de pilotage

Les réunions de pilotage auront lieu une fois par semaine sur le chantier, aux jours fixés et aux heures fixées par le Pilote. Tous les entrepreneurs convoqués sont tenus d'assister à ces réunions pendant la durée d'exécution des travaux ou de s'y faire représenter par des agents qualifiés, ayant reçu tous pouvoirs pour prendre toutes décisions utiles et donner tous ordres sur le chantier.

1.8.3. Réunion mensuelle de Maitrise d'Ouvrage/Maitrise d'œuvre

Les réunions de Maîtrise d'Ouvrage auront lieu une fois par mois sur le chantier, aux jours fixés et aux heures fixées par le Maître d'Ouvrage. Les entrepreneurs n'y sont pas conviés.

1.8.4. Planning et coordination

En complément des réunions de pilotage, l'entreprise s'engage à respecter le calendrier détaillé par lot, qui sera mis à jour régulièrement par le pilote de l'opération (OPC). Ce planning sert de référence pour le bon déroulement du chantier et la coordination inter-lots. Toute déviation par rapport à ce planning devra être signalée sans délai au pilote.

1.8.5. Dossier général de chantier – Choix des matériaux

❖ Dossier général de chantier

L'entrepreneur au cours des travaux, tiendra à jour si nécessaire le dossier général de chantier, en modifiant ou complétant le dossier initial, au fur et à mesure des décisions ou des variations convenues.

A la réception, l'entrepreneur devra présenter un Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE).

❖ Choix des matériaux – Documentation – Références – Echantillons

Les matériaux proposés devront être de première marque et si possible certifiés par un organisme accrédité (ex. : CSTB, Certita, etc.). L'entreprise est tenue de fournir les Documents Techniques d'Application (DTA) pour tous les systèmes ou matériaux de construction spécifiques, ainsi que les fiches techniques complètes avant leur mise en œuvre.

Avant exécution, l'entrepreneur devra fournir les échantillons au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre, qui se réservent le droit de refuser le choix ou le type de marque, en indiquant plusieurs types ou marques pour remplacement.

Ces ouvrages font expressément partie du forfait ainsi que toutes présentations, modifications ou déposes des ouvrages ou parties d'ouvrages non acceptés.

La présentation des échantillons sera faite par la Maîtrise d'œuvre à la Maîtrise d'Ouvrage, lors de réunions spécifiques.

1.8.6. Réceptions – Dossiers des ouvrages exécutés

❖ Réceptions

Elles suivent les règles de prescriptions communes, établies par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre.

Tous les dégâts constatés avant la réception des travaux seront repris aux frais de l'entreprise responsable, si elle est connue, ou aux frais du compte prorata si elle n'est pas identifiée.

La satisfaction résultera :

- Du contrôle de fonctionnement par l'utilisateur ou son représentant
- Des contrôles de spécification en qualité de matériels

- Des contrôles de conformité au descriptif original modifié des variantes convenues.
- Des vérifications légales suivant la législation en vigueur.

La levée des réserves sera prononcée lorsque les réserves du Maître d'œuvre et observations valables de l'utilisateur seront satisfaites.

❖ *Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE)*

Ils respecteront l'article 40 du CCAG travaux et comprendront notamment :

- Plans d'exécution conformes à la réalisation (PAC)
- Fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre
- Spécifications de poste et notices de fonctionnement
- Prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre et les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
- Constats d'évacuation des déchets
- Documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO) préalablement validés par le Maître d'œuvre.

1.8.7. Définition de l'offre de l'entreprise

La soumission sera conforme aux exigences du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre. L'entreprise donne obligatoirement le ou les sous-détails chiffrés de cette soumission, conformément aux indications données dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et les Cadres de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (CDPGF).

En fonction de l'évolution de l'ouvrage, le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre ont la possibilité de réduire et/ou d'augmenter les prestations de l'entreprises. Les estimations de ces modifications seront portées sur avenants au marché et ces avenants résulteront de l'application des prix unitaires figurant dans l'offre.

1.8.8. Délai d'exécution – Révision des prix

Se reporter au CCAP.

1.8.9. Garanties

Elles suivent les règles des prescriptions communes établies par le Maître d'Ouvrage. Cependant, en complément de ces prescriptions, et sans porter atteinte à la responsabilité biennale et décennale de l'entreprise, il est prévu à partir de la réception, une période de garantie de douze mois, pendant laquelle le titulaire remplacera ou réparera à ses frais, tout élément défectueux, et prendra à sa charge tout contact avec d'autres corps d'état nécessités par la réparation.

Cette garantie, quant au matériel fourni, s'ajustera, le cas échéant, à des temps plus longs, résultant de normes homologuées ou de conditions syndicales de constructeurs.

Cette garantie ne saurait s'appliquer, en cas de faute dans l'emploi ou l'entretien, ni en cas d'atteintes imputables à des tiers et dûment constatées.

PRESTATIONS ET TRAVAUX ANNEXES A LA CHARGE DE L'ENTREPRISE

1. Etude d'exécution ou de façonnage de chantier

1.1. Plans PAC

L'entreprise doit, au titre de son marché, la fourniture au Maître d'œuvre pour validation et avant exécution, des Plans d'Atelier et de Chantier (Plans PAC) expliquant les détails de construction et mises en œuvre particulières. L'exécution des travaux est alors conditionnée par l'acceptation de ces plans PAC par la Maîtrise d'œuvre.

1.2. Réserve de génie Civil

Les réservations de génie civil sont exécutées suivant le tableau ci-dessous :

Nota : On entend par « utilisateur » (U) l'entreprise dont les travaux exigent la confection du trou concerné.

GO correspondant à l'entreprise attributaire du Lot 02 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE dans le cas de maçonnerie et à l'entreprise attributaire du Lot 02 MURS OSSATURE BOIS/CHARPENTE dans le cas de murs en ossature bois.

P correspond à l'entreprise attributaire du Lot 04 DOUBLAGE / CLOISON / PLAFOND / PEINTURE

- (1) Si la phase de finition n'est pas entamée au moment du percement, le GO en a la charge. Si la phase de finition est achevée, c'est l'entreprise utilisatrice qui en assume la charge.

	Réservations		Rebouchage brut		Finition	
	par	A charge	par	A charge	par	A charge
1.a. Trous de toutes dimensions dans ouvrages en béton ou maçonnerie porteuse (prévus au marché/plans).	GO	GO	GO	GO	GO	GO
1.b. Dito (1.a) mais trous oubliés ou mal positionnés par l'utilisateur	GO	U	GO	U	GO	U ⁽¹⁾
2.a. Trous de dimensions supérieures à 0,25 x 0,25 m dans maçonnerie de briques ou agglos non porteuse.	GO	GO	GO	GO	GO	GO
2.b. dito (2.a) mais trous oubliés ou mal positionnés par l'utilisateur	GO	U	GO	U	GO	U ⁽¹⁾
3.a. Trous de dimensions inférieures à 0,25 x ,25m et saignées dans maçonnerie de briques ou agglos non porteuse.	U	U	U	U	GO	GO

3.b. dito (3.a) mais trous oubliés ou mal positionnés par l'utilisateur.	U	U	U	U	GO	U ⁽¹⁾
4. Trous de toutes dimensions et saignées dans cloisons plâtre.	U	U	U	U	P	P
5. Calfeutrement autour des baies pour béton restant apparent et autour des portes d'ascenseur et de toutes les portes situées dans des maçonnerie non enduites	-	-	GO	GO	GO	GO

Le rebouchage des gaines techniques dans les réservations et trémies diverses est à la charge du lot 01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE / VRD.

Chaque entreprise doit l'indication en temps utile au lot 01 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE / VRD de toutes les réservations à prévoir dans les ouvrages en béton et en maçonnerie (conception, dimension, implantation, etc...).

Chaque entreprise doit l'indication en temps utile au lot 02 MURS OSSATURE BOIS / CHARPENTE de toutes les réservations à prévoir dans les ouvrages en ossature bois (conception, dimension, implantation, etc...).

La présentation des plans de réservation aura lieu dans les 15 jours suivant l'ordre de service de commencer les travaux par l'entreprise utilisatrice.

Ces présentations devront être transmises pour information aux bureaux d'études techniques et au pilote.

2. Coordination

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions afin qu'une bonne coordination s'établisse entre les différents corps d'état, pour les réservations et détails nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages. Les entrepreneurs réalisent une œuvre collective.

La liste des plans figurera en annexe à tous les rapports de chantier. Les entrepreneurs seront donc tenus d'exécuter les travaux conformes aux derniers plans à jour.

3. Hygiène, sécurité et nuisances (PPSPS, plan de prévention)

3.1. Hygiène et sécurité

L'entrepreneur est tenu de satisfaire à l'ensemble des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, concernant l'Hygiène et la Sécurité des travailleurs, sans autres stipulations particulières du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre.

Les entreprises présenteront leurs plans d'installation de chantier dès le début de la période de préparation. Ils seront soumis à l'examen du Coordonnateur SPS et de la Maîtrise d'œuvre.

Les entreprises voudront bien lire attentivement le Plan Général de Coordination et de sécurité et Protection de la Santé (PGC) établi par le coordonnateur SPS. Les prix unitaires, tiendront compte des demandes expressément définies et de leurs coûts.

3.2. Nuisances

Tous les travaux de sape et autres travaux réputés bruyants se feront pendant les heures prévues aux règlements. Les moteurs des engins seront équipés suivant l'arrêté ministériel du 11 avril 1972. Les voies publiques seront constamment nettoyées de tous gravais et terres.

L'édifice est situé dans un EHPAD dont une partie sera occupée par les résidents, une vigilance accrue est demandée aux entreprises pour l'ensemble des opérations pouvant créer une gêne (livraison, percements...)

4. Respect des ouvrages existants – Responsabilité sur l'existant – Constat d'huissier

Sans objet. L'ensemble de la zone périphérique proche est en travaux.

L'entrepreneur devra la protection et la bonne tenue des parties d'ouvrage conservées des bâtiments existants, ainsi que les immeubles voisins et sera responsable de tous les dégâts causés sur ceux-ci, ainsi que sur les voies privées ou publiques adjacentes.

Nota : La valeur des montants de remboursements en cas de sinistre devra permettre la couverture de l'immobilier, des mobiliers et matériaux présents, à l'intérieur du ou des bâtiments concernés.

5. Organisation et moyens du chantier

5.1. Clôture de chantier

Le chantier sera clos sous la responsabilité du lot 02 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE. La clôture sera telle qu'elle interdise le passage de toutes personnes non habilitées à accéder au chantier et comprendra un portail fermant à clef.

5.2. Accès de chantier

L'accès au chantier de tous les véhicules lourds ou légers se fera par la rue du 13 septembre 1944 via le portail existant. Le chantier sera contenu dans des clôtures de chantier suivant les phases établies par le Maître d'œuvre.

Toutes modifications ou dégradations des existants pour accès au chantier (engins, livraisons, stockage, ...) seront repris en leur état initial et ce, aux frais de l'entreprise responsable des dégradations.

5.3. Signalisation du chantier

Elle sera réalisée en accord avec le Maître d'Ouvrage et le Coordonnateur chargé de la Sécurité et Protection de la Santé (CSPS). Dans tous les cas, l'ensemble des dispositions est soumis à l'accord du Coordonnateur SPS.

Le coût de cette signalisation sera à la charge du Lot 02 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE.

5.4. Branchements de chantier

Le coût des branchements sera à la charge du lot 02 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE.

5.5. Implantation et piquetage général

Sans objet

5.6. Démolitions

Avant de commencer les travaux, l'entrepreneur devra consulter les concessionnaires des services publics, d'eau, du gaz, et de l'électricité, et la maîtrise d'œuvre pour s'assurer que les branchements sont supprimés ou que ceux-ci, s'ils doivent être conservés, ne présentent pas de danger.

Toutes les précautions seront prises afin de préserver la sécurité des hommes sur le chantier, la sécurité sur la voie publique, et tous les ouvrages ou voies existantes à conserver.

Des réunions avec le Maître d'œuvre, définiront les parties d'ouvrages à démolir ou à conserver.

5.7. Trait de niveau – tracés intérieurs

Le tracé des huisseries intérieures est à la charge de l'entrepreneur qui montera les cloisons, l'entreprise posant l' huisserie devant respecter scrupuleusement l'implantation ainsi déterminée.

5.8. Protection des ouvrages

Il est entendu que chaque corps d'état devra la réparation des dégradations qu'il aurait pu commettre. De même, chaque corps d'état est responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception. Les détériorations constatées en cours de chantier seront réparées ou remplacées aux frais de l'entrepreneur responsable.

Tout travail effectué par un entrepreneur, par suite de négligence ou malfaçon du détenteur du marché d'un autre lot, sera facturé à celui-ci, après le contrôle du Maître d'œuvre, et si possible de l'entrepreneur défaillant.

Le Maître d'œuvre est seul juge de la décision à prendre et des modalités d'application de cette formule, comme d'imputer au compte prorata toutes réfections ou nettoyages, dont le responsable ne peut être déterminé.

5.9. Approvisionnements et mises en œuvre

Tout ouvrage ou parties d'ouvrages et leurs matériaux seront toujours comptés amenés à pied d'œuvre à quelque endroit que ce soit du chantier.

Les ouvrages à réaliser comprendront nécessairement les travaux annexes de mise en œuvre, tels que les échafaudages, étaieement, bâchage, protection des ouvrages conservés ou protection des personnes.

Chaque entrepreneur devra prévoir dans son marché la mise à disposition de quantités suffisantes de matériaux pour remplacement de surface endommagées (sols, carrelage, plafonds suspendus, peinture...).

5.10. Nettoyage du chantier

5.10.1. Nettoyages particuliers à chaque entreprise :

Il est entendu que chaque entrepreneur doit l'enlèvement de ses gravois, et le nettoyage des locaux dans lesquels il a travaillé, ou travaille. A défaut, le Maître d'œuvre pourra ordonner tous nettoyages à l'entrepreneur attributaire du lot 02 DEMOLITION / GROS-ŒUVRE et déterminera avec ce dernier la part à imputer à tel ou tel.

5.10.2. Nettoyages généraux :

L'entrepreneur attributaire du lot 02 DEMOLITION GROS ŒUVRE devra maintenir la totalité du chantier et de ses abords en état de propreté et effectuer tous les nettoyages qui pourraient être demandées par le Maître d'œuvre.

Le nettoyage général du chantier et particulièrement le balayage sera hebdomadaire. Chaque entreprise intervenante doit obligatoirement l'évacuation de ses déchets.

Une attention particulière devra être apportée par chaque entreprise concernant la gestion de déchets. (Voir Prescriptions spécifiques et environnementales au chantier).

5.10.3. Nettoyage de livraison :

Le nettoyage complet sera réalisé par une entreprise spécialisée sous la direction et la responsabilité du lot 04 DOUBLAGE / CLOISON / PLAFOND / PEINTURE. Les frais de ce nettoyage seront à la charge de ce lot.

Ce nettoyage aura lieu immédiatement avant la réception des travaux. Le Maître d'œuvre procédera au moment de la réception des travaux du bâtiment, à la réception de travaux de nettoyage en présence de l'entrepreneur de ce même lot.

Si des dégâts étaient occasionnés par l'intermédiaire de l'entreprise de nettoyage, l'entrepreneur du lot 04 DOUBLAGE / CLOISON / PLAFOND / PEINTURE en sera tenu responsable et y apportera aussitôt remède au nom et avec le concours de toutes les entreprises ; à charge pour elles de se retourner contre l'entreprise de nettoyage, les réfections ou réparations étant précédées d'un constat.

6. Essais et vérification d'autocontrôle et de fonctionnement des installations

Dans le cadre de l'autocontrôle de leurs travaux, conformément à la loi du 04 janvier 1978 :

Avant démarrage des travaux, l'entreprise devra désigner, nommément au sein de son personnel, un responsable de la qualité dont la mission consistera à s'assurer que les spécifications de son marché sont effectivement respectées en cours d'exécution des ouvrages et que les travaux sont réalisés de façon telle que les performances exigées soient effectivement atteintes.

Pour ce faire, il mettra en œuvre tous les moyens nécessaires et consignera les différentes interventions qui lui incombent sous une forme qu'il proposera au Maître d'ouvrage et au Contrôleur Technique.

Les épreuves et essais donneront lieu à l'établissement de procès-verbaux (type COPREC n°01 et 02) dressés par les entreprises. Ces procès-verbaux seront soumis au Maître d'Ouvrage, au

concepteur, et au Contrôleur Technique. Ce dernier assistera à ces épreuves et essais par sondage.

COMPLEMENTS

Chaque entrepreneur, pourra, en cours de chantier, dans le cas où cela pourrait présenter une amélioration certaine, tant sur le plan technique que celui de l'esthétique et de la qualité, proposer tout changement de matériaux ou d'ouvrages sous les réserves suivantes :

- 1- L'incidence financière devra être nulle ou présentera une économie à apprécier par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'œuvre.
- 2- Les matériaux proposés devront avoir obtenu l'agrément du CSTB, essais de laboratoires ou toutes pièces faisant foi.
- 3- Les matériaux proposés devront être acceptés du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre, après examen des incidences diverses, notamment chez les autres corps d'état, que peuvent apporter ces changements.
- 4- L'entrepreneur ne pourra donc modifier ses prestations que sur ordre écrit du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'œuvre.

En aucun cas, les changements proposés par un entrepreneur ne devront être la conséquence de quelques difficultés que ce soit, concernant les dispositions tardives prises par celui-ci pour la commande et l'approvisionnement du chantier en matériaux prévus au marché, étant entendu que dès l'ouverture du chantier, il est censé connaître la nature et la limite de ses prestations et prendre en conséquence toutes les mesures nécessaires pour faire face au délai imposé par le planning du chantier, d'une part et les fournisseurs, d'autre part.

Pareillement, un entrepreneur ne pourra mettre en œuvre certains ouvrages pour lesquels il aura des doutes ou des hésitations, sans demander toutes précisions et détails au Maître d'œuvre à qui il présentera une liste complète des documents ou renseignements qui lui sont nécessaires.

Faute de s'y conformer, il restera responsable de toutes erreurs, omissions dont il supportera les conséquences de tous ordres.

L'entreprise
Représentée par :

Signature et Cachet